

Bloc-notes de L'Opinion, La droite introuvable, 28 septembre 2017

Qu'est-ce que la droite française aujourd'hui ? Héritière des « Bleus » de la Révolution et non pas des « Blancs » de la monarchie, quelles sont ses valeurs ? N'a-t-elle le choix qu'entre le ralliement à La République en marche ou l'opposition systématique et réactionnaire.

Je ne le crois pas.

Persuadée qu'elle reviendrait automatiquement au pouvoir, du seul fait de la déception des Français à l'égard de la politique socialiste, la droite française n'a pas fait l'indispensable travail de réflexion pour se demander quelle était sa fonction dans la République. Après chaque défaite, elle refusait de faire l'analyse de ses erreurs et de ses manquements, se contentant d'être la « non-gauche », promettant toujours davantage sans jamais tenir, tout en faisant la course avec la gauche pour savoir qui dépensera le plus.

La droite a sa vocation, qui est de donner la priorité à la liberté individuelle dans le triptyque que tous les républicains révèrent : « Liberté, égalité, fraternité »

Liberté individuelle. Pourtant la droite a sa vocation, qui est de donner la priorité à la liberté individuelle dans le triptyque que tous les républicains révèrent : « Liberté, égalité, fraternité ». Pour la gauche, la priorité est l'égalité et la croyance que la politique doit changer l'homme pour qu'il soit meilleur tandis que la droite, plus réaliste, pense qu'il faut le prendre comme il est et que c'est à chacun d'entre nous de trouver le chemin de son amélioration. La responsabilité personnelle, si facilement oubliée, est essentielle, tout comme la solidarité car on ne peut aimer son pays sans accepter le lien entre tous ceux qui le composent.

Si la droite est perdue, qu'elle retrouve ses sources et relise Tocqueville, d'une brûlante actualité : « Et quoi, tout ce grand mouvement de la Révolution française n'aurait abouti qu'à cette société que nous peignent avec délice les socialistes, à cette société réglementée, réglée, compassée, où l'Etat se charge de tout, où l'individu n'est rien... Ce serait pour cette société d'abeilles ou de castors, pour cette société plutôt d'animaux savants que d'hommes libres et civilisés que la Révolution aurait été faite ! » (à l'Assemblée constituante, le 12 septembre 1848).

Corps intermédiaires. Bien sûr la droite, libérale, sociale et européenne, ne peut que soutenir plusieurs des réformes engagées par le Président Macron comme celles qui libèrent l'initiative pour favoriser la croissance et l'emploi, comme celle du droit du travail devenu un carcan ou celle de la fiscalité pénalisante pour l'épargne et les entreprises. Nous attendons avec un grand intérêt l'action de Jean-Michel Blanquer dans l'Education nationale. Toutes ces réformes ont été souhaitées par les électeurs de droite, mais jamais mises en œuvre. Face à la mondialisation, l'espoir est évidemment dans l'Europe d'où vient la civilisation d'aujourd'hui.

Mais personne ne saurait se contenter d'une société centrée sur les élites et imaginant les nouvelles technologies comme la panacée. Le premier devoir des responsables politiques, c'est de servir tous les citoyens et donc de garantir la cohésion sociale entre les « gagnants » et les « perdants » du progrès technique. Il ne faut pas reproduire ce clivage révélé par le référendum de 2005. Il s'agit de rassembler notre peuple.

On disait des gaullistes qu'ils étaient des godillots, désormais les parlementaires sont « hors sol », n'ayant plus d'ancrage local, mais une sacro-sainte investiture, obtenue dans les antichambres, leur tient lieu de passeport électoral

Il y a en France des régions sinistrées, en décroissance, dont les habitants sont désespérés : industries cassées, agriculteurs ne pouvant vivre de leur travail pourtant très dur, commerçants et artisans déstabilisés par une concurrence sauvage et brutale. Nous devons éclairer leur avenir. Le seul moyen de garder son influence sur le peuple est de s'unir à lui. La proximité limite toutes les démagogies. Ecouter tous les citoyens est le premier devoir des responsables politiques. Le mépris affiché pour les élus, pour les corps intermédiaires, est lourd de dangers futurs.

L'individu et ses droits ravagés. On disait des gaullistes qu'ils étaient des godillots, désormais les parlementaires sont « hors sol », n'ayant plus d'ancrage local, mais une sacro-sainte investiture, obtenue dans les antichambres, leur tient lieu de passeport électoral. Les élus locaux sont accusés de clientélisme alors qu'ils sont les premiers acteurs de la cohésion de notre pays. Mais aujourd'hui, le clientélisme est national : l'argent est distribué par milliards pour faire remonter une cote de popularité, et il n'est jamais fait de bilan de ces grands plans financiers qui promettent des miracles.

La droite devrait défendre l'individu et ses droits ravagés insensiblement chaque jour un peu plus, au prétexte fallacieux de la lutte contre le terrorisme. Elle devrait organiser la proximité en appliquant le principe de subsidiarité, nom compliqué pour une notion simple qui nous invite à confier la responsabilité d'une action publique au plus proche de ceux qui en sont le plus directement concernés et aussi longtemps que le niveau supérieur ne peut mieux faire. La décentralisation est la clef de la réduction des dépenses publiques et le remède aux routines sclérosantes. Tôt ou tard une réflexion sur nos institutions sera indispensable parce que l'absolutisme étatique est allé trop loin désormais.

Le défi d'aujourd'hui ne peut être relevé par une droite réactionnaire, eurosceptique, méfiante à l'égard du monde qui se transforme très vite, et qui ne mesure pas les progrès accomplis au sein d'une Europe prospère au regard du reste du monde, en paix depuis si longtemps, accueillante aux autres, où la santé a fait des progrès prodigieux, où les plus faibles sont pris en compte.

La droite et la gauche existeront longtemps encore car elles sont dans un rapport dialectique. Elles sont les deux rives du grand fleuve qu'est la République. Elles ont certes besoin de se reconstruire car elles se sont oubliées mais leur ADN ressort dans tout acte politique et rappelle leurs fondamentaux.